



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
Antenne de Lons-le-Saunier
4 rue du Curé Marion
39000 Lons-le-saunier

Lons-le-saunier, le 02/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VERALLIA FRANCE

27 rue André Chenier
BP 80050

71100 Chalon-Sur-Saône

Références : AL/MB/2025/L_170
Code AIOT : 0005401220

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/02/2025 dans l'établissement VERALLIA FRANCE implanté 27 RUE ANDRE CHENIER BP 80050 71100 Chalon-sur-Saône. L'inspection a été annoncée le 10/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Lors de la visite du 18/07/2024, l'Inspection a constaté plusieurs non-conformités concernant les dispositions réglementaires relatives à la protection contre la foudre.

L'objectif de la visite du 27/02/2025 était de contrôler les mesures mises en oeuvre par l'exploitant pour satisfaire à ces dispositions. Cette visite a également été l'occasion d'aborder le dossier de porter à connaissance transmis par l'exploitant le 23/07/2024 relatif à la gestion des eaux d'extinction d'incendie et des eaux pluviales sur le site et, en lien avec ce thème, les suites données aux visites précédentes concernant l'isolement des réseaux de collecte de l'établissement par rapport à l'extérieur.

Une autre visite, portant principalement sur les observations et non-conformités non soldées suite aux visites du 23/10/2021 et du 13/04/2023 (risques chroniques), fait l'objet d'un rapport distinct.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VERALLIA FRANCE
- 27 RUE ANDRE CHENIER BP 80050 71100 Chalon-sur-Saône
- Code AIOT : 0005401220
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement est spécialisé dans la fabrication de bouteilles en verre depuis 1969. Il occupe un site d'environ 30 ha accueillant une usine, un centre de recherche et des services supports (dont formation), ainsi que les activités des entreprises sous-traitantes (logistique, nettoyage et re-tri). L'exploitation de l'établissement est réglementée par l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2015 modifié, et comporte des installations relevant notamment des rubriques 1510-2 (entrepôts de matières combustibles, enregistrement) et 2910-A (installations de combustion, enregistrement) de la nomenclature des ICPE, auxquelles les dispositions relatives à la protection contre la foudre de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 sont applicables.

Thèmes de l'inspection :

- NATECH
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant a transmis par message du 23/07/2024 un dossier de porter à connaissance relatif à la mise en place - sur un tènement dont il a la maîtrise foncière - d'un bassin assurant le confinement des eaux d'extinction d'incendie du site, ainsi que le stockage des eaux pluviales issues de la majorité des bassins versants de collecte du site en vue de leur réutilisation pour le process. L'exploitant n'a pas encore mis en œuvre les travaux prévus dans le dossier transmis le 23/07/2024, l'Inspection n'a donc pas contrôlé lors de la visite leur réalisation conformément au dossier déposé. Par ailleurs, l'exploitant a lancé une 2e phase d'étude et modifié son projet : il ne prévoit plus de stockage des eaux pluviales en vue de leur réutilisation.

En outre, lors de l'analyse du dossier transmis le 23/07/2024 dans le cadre de la préparation de la visite, l'Inspection a identifié des points nécessitant des éléments complémentaires s'agissant notamment :

- des besoins en eau pour la défense incendie et du volume de confinement des eaux d'extinction ;
- des diagnostics à mener préalablement à l'aménagement du tènement destiné à accueillir le bassin de confinement ;
- de la compatibilité avec l'usage des sols défini dans le document d'urbanisme pour ce tènement ;
- des exutoires actuels des eaux pluviales et de l'impact de leur modification.

Une demande de compléments sera prochainement transmise à l'exploitant, qui devra y répondre dans le délai fixé en apportant les éléments d'appréciation permettant de lever les interrogations ou insuffisances sur le dimensionnement et les impacts du projet.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avait(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Analyse du risque foudre (ARF)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18	Avec suites, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	Etude technique, notice et carnet de bord	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19	Avec suites, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Mise en place des dispositifs de protection et des mesures de prévention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20	Avec suites, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
4	Vérifications des dispositifs de protection	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Avec suites, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Enregistrement des agressions de la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois
6	PAC du 23/07/2024 – Ressource en eau incendie	AP Complémentaire du 09/01/2015, article 7.2.5	/	Demande d'action corrective	3 mois
7	PAC du 23/07/2024 - Isolement des réseaux et dispositif de confinement	AP Complémentaire du 09/01/2015, article 4.2.4.2 et 7.4.1	/	Demande d'action corrective	3 mois
8	PAC du 23/07/2024 - Points de rejet des effluents des BV1 et BV12	AP Complémentaire du 09/01/2015, article 4.2.1 et 4.3.2	/	Demande d'action corrective	3 mois
9	Nouvelle unité de pré-traitement	Code de l'environnement du 01/03/2017,	/	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	des boues	article R.181-46			

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les suites données par l'exploitant à la visite du 18/07/2024 portant sur le risque foudre sont insuffisantes. L'exploitant doit mettre en œuvre des actions correctives concernant les différents points soulevés, qui font pour la plupart l'objet d'une proposition de mise en demeure.

Par ailleurs, la visite du 27/02/2025 a permis de constater des écarts importants s'agissant des points contrôlés en parallèle de l'instruction du dossier de porter à connaissance transmis le 23/07/2024 : ressource en eau incendie insuffisante et absence, sur la quasi totalité de l'établissement, de possibilité d'isoler les réseaux de collecte et de confiner les eaux d'extinction d'incendie. L'exploitant devra répondre à la demande de compléments qui lui sera prochainement transmise, en apportant notamment les éléments précisés dans le présent rapport. Ces points sont susceptibles de faire ultérieurement l'objet d'une proposition de mise en demeure, pour les dispositions déjà applicables, et feront l'objet de prescriptions complémentaires à l'issue de l'instruction du dossier complété.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Analyse du risque foudre (ARF)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 18/07/2024 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none"> - Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. - Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 512-33 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.

<p>Constats :</p> <p><u>Rappel des constats des visites précédentes :</u></p> <p>L'Inspection a constaté lors de la visite du 18/07/2024 que l'analyse du risque foudre (ARF) réalisée en septembre 2009 (DEKRA) identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée et conclut sur la nécessité d'une protection contre la foudre. En revanche, l'exploitant n'a pas fait mettre à jour cette ARF, malgré les modifications des installations mises en œuvre sur le site depuis 2009 et susceptibles d'avoir des répercussions sur les données d'entrée. Il a reconnu qu'une mise à jour est nécessaire et a indiqué avoir sollicité des devis. L'Inspection a demandé à l'exploitant de mettre à jour l'ARF dans un délai de 3 mois.</p> <p><u>Constats de la visite du 27/02/2025 :</u></p> <p>L'exploitant n'a pas fait mettre à jour son ARF. Lors de la visite, il a déclaré que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la phase de négociation des devis vient de s'achever, - il souhaitait attendre l'achèvement du chantier de réfection du four 1 (prévu fin mars), pour des raisons de disponibilité du personnel durant la phase de démarrage du four, mais serait en mesure de passer commande dans un délai de 15 jours, - il n'a pas évoqué de calendrier avec le prestataire retenu, qui a toutefois annoncé une durée sur site de 15 jours et un délai de 4 semaines pour la transmission du rapport. <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande n°20250227-RA-1 : L'Inspection demande à l'exploitant de faire mettre à jour l'analyse du risque foudre par un organisme compétent.</p> <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> <p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p> <p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 2 : Etude technique, notice et carnet de bord

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Foudre
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 18/07/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
<p>Prescription contrôlée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance. - Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.

- Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.

Constats :

Rappel des constats des visites précédentes :

L'Inspection a constaté lors de la visite du 18/07/2024 que l'étude technique réalisée en septembre 2010 (Protibat) définit les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance. Une notice de vérification et de maintenance a bien été rédigée lors de l'étude technique. En revanche, l'exploitant ne tient pas de carnet de bord. L'Inspection a demandé à l'exploitant de mettre en place un carnet de bord dans un délai de 3 mois.

Constats de la visite du 27/02/2025 :

L'exploitant n'a pas mis en place un carnet de bord. Il a déclaré qu'il anticipe la nécessité de modification des mesures de prévention et des dispositifs de protection à l'issue de la mise à jour de l'analyse du risque foudre (ARF, cf. constat n°1), et que la commande qu'il passera portera donc à la fois sur la mise à jour de l'ARF et sur la réalisation de la nouvelle étude technique associée. Il attend cette nouvelle étude technique pour mettre en œuvre un carnet de bord. L'inspection relève que, bien que les chapitres du carnet de bord n'aient pas été rédigés en détail lors de l'étude technique de 2010, celle-ci indique: «tous les événements survenus dans l'installation de protection foudre (modification, vérification, coup de foudre, opération de maintenance) sont consignés dans le carnet de bord». Dans l'attente de la réalisation de la nouvelle étude technique prévue, l'exploitant aurait d'ores et déjà pu suivre ces indications voire rechercher des informations complémentaires (par exemple, référentiel INERIS Oméga 3 «Protection contre la foudre» de 2011) afin de satisfaire à la demande de l'Inspection.

Par ailleurs, l'Inspection constate que le rapport de la vérification complète de l'état des dispositifs de protection réalisée en juillet 2023 par DEKRA (transmis par l'exploitant suite à la visite) mentionne un manque de cohérence entre l'ARF et l'étude technique, celle-ci étant à compléter pour prendre en compte toutes les structures objet de l'ARF. Ce rapport de vérification précise que cette observation avait déjà été formulée antérieurement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°20250227-RA-2 : L'Inspection demande à l'exploitant de faire réaliser une nouvelle étude technique foudre, cohérente avec les résultats de l'ARF à l'issue de sa mise à jour.

Demande n°20250227-RA-3 : L'Inspection demande à l'exploitant de tenir un carnet de bord.

Observation n°20250227-RA-1 : L'Inspection rappelle que la rédaction de la notice de vérification et de maintenance et des chapitres du carnet de bord devra être actualisée lors de la nouvelle étude technique.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Mise en place des dispositifs de protection et des mesures de prévention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20

<p>Thème(s) : Risques accidentels, Risque Foudre</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 18/07/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations autorisées à partir du 24 août 2008, pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.</p>
<p>Constats :</p> <p><i>Rappel des constats des visites précédentes :</i></p> <p>Lors de la visite du 18/07/2024, l'exploitant n'a pas été en mesure de confirmer et justifier l'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention à l'issue de l'étude technique de 2010 faisant suite à l'analyse du risque foudre de 2009. L'Inspection a demandé à l'exploitant de mettre en place les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondant aux exigences de l'étude technique dans un délai de 3 mois.</p> <p><i>Constats de la visite du 27/02/2025 :</i></p> <p>L'exploitant n'a pas fait installer de dispositifs de protection et mettre en place de mesures de prévention depuis la visite du 18/07/2024. Il a précisé que ceux-ci seront mis en œuvre selon un planning de travaux à définir à l'issue de la mise à jour de l'analyse du risque foudre à réaliser (cf. constat n°1) et de l'étude technique associée (cf. constat n°2).</p> <p>L'Inspection relève, au vu des constats par sondage sur le site et du fichier de suivi de l'exploitant listant les dispositifs installés, que certains paratonnerres à dispositif d'amorçage (PDA) préconisés dans l'étude technique de 2010 n'ont pas été installés:</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 PDA sur le bâtiment «Stock interne», partie Sud (PT5), - 1 PDA sur le bâtiment «Stock interne Produits Finis», partie Sud (PT6), - 1 PDA sur le bâtiment «Stock interne Produits Finis», partie Nord (PT7), - 1 PDA sur le hangar Nord (PT8). <p>Sans vérification exhaustive, notamment par des constats sur site, il apparaît que les mesures de prévention préconisées dans l'étude technique de 2010 ont été mises en place.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande n°20250227-RA-4 :</u> L'Inspection demande à l'exploitant de faire installer, par un organisme compétent, les dispositifs de protection répondant aux exigences de l'étude technique de 2010 et dont la nécessité n'est pas remise en cause à l'issue de la mise à jour de l'analyse du risque foudre et de la réalisation de la nouvelle étude technique associée.</p> <p><u>Observation n°20250227-RA-2 :</u> L'Inspection rappelle que l'exploitant devra, dans un délai de 2 ans, faire installer les dispositifs de protection et mettre en place les mesures de prévention</p>

éventuellement nouvellement préconisés à l'issue de la mise à jour de l'analyse du risque foudre et de la réalisation de la nouvelle étude technique associée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Vérifications des dispositifs de protection

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Foudre
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 18/07/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
<p>Prescription contrôlée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. - Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. - L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. - Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.
<p>Constats :</p> <p><u>Rappel des constats des visites précédentes :</u></p> <p>Lors de la visite du 18/07/2024, l'Inspection a constaté que l'installation des protections n'a pas fait l'objet de la vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur et que l'état des dispositifs de protection n'a pas fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. L'Inspection a demandé à l'exploitant de faire réaliser la vérification dans un délai de 3 mois.</p> <p><u>Constats de la visite du 27/02/2025 :</u></p> <p>L'exploitant n'a pas transmis les rapports de vérification demandés par l'Inspection en amont de la visite. Lors de la visite, il a déclaré qu'il fait réaliser une vérification annuelle.</p> <p>Suite à la visite, il a transmis le rapport de la vérification complète de l'état des dispositifs de protection réalisée en juillet 2023 par DEKRA. L'Inspection constate que ce rapport conclut que l'installation de protection contre la foudre n'est pas maintenue en état: 47 anomalies sont constatées, dont 46 déjà signalées antérieurement et 38 classées selon les préconisations de DEKRA en risque « U2 : Risque matériel et technique. A réaliser dans les meilleurs délai - A traiter dans l'intervalle de 2 visites ».</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de transmettre de rapport de la vérification 2024. Il a indiqué suite à la visite que ce contrôle visuel n'a pas été réalisé, «en raison d'une problématique de plan de prévention non validé», et qu'il fera corriger la situation dans les plus brefs délais.</p>

<p>S'agissant de la vérification initiale complète de l'installation des protections, la nouvelle étude technique à réaliser (cf. constat n°2) se prononcera sur la conformité des dispositifs existants. En outre, le rapport de vérification périodique de juillet 2023 mentionné ci-avant mentionne un rapport de vérification initiale daté de 2012.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande n°20250227-RA-5</u> : L'Inspection demande à l'exploitant de respecter les fréquences de vérifications périodiques de l'état de l'installation de protection contre la foudre.</p> <p><u>Demande n°20250227-RA-6</u> : L'Inspection demande à l'exploitant de remettre en état l'installation de protection contre la foudre et de respecter à l'issue des vérifications ultérieures, le délai d'un mois pour réaliser cette remise en état.</p> <p><u>Observation n°20250227-RA-3</u> : L'Inspection rappelle à l'exploitant que l'installation des nouvelles protections devra, dans un délai de 6 mois, faire l'objet d'une vérification initiale complète par un organisme compétent distinct de l'installateur.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 5 : Enregistrement des agressions de la foudre

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Risque Foudre</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 18/07/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>- Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent.</p> <p>- Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Rappel des constats des visites précédentes :</u></p> <p>Lors de la visite du 18/07/2024, l'exploitant a indiqué que les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. Toutefois, l'Inspection a constaté que l'exploitant n'a pas relevé les dispositifs d'enregistrement et procédé aux éventuelles vérifications réglementaires nécessaires en cas d'agression. L'Inspection a demandé à l'exploitant de mettre en place un relevé des dispositifs d'enregistrement et les vérifications réglementaires nécessaires dans un délai de 3 mois.</p>

Constats de la visite du 27/02/2025 :

L'exploitant a présenté le fichier de suivi mis en place, listant les dispositifs installés (paratonnerres et parafoudres) et dans lequel il reporte les index relevés sur les compteurs de foudre. L'exploitant a déclaré qu'il lui reste à mettre en œuvre l'organisation adaptée à ce suivi et qu'il prévoit de réaliser une relève à minima mensuelle des compteurs (à adapter selon la météo). Interrogé par l'Inspection, il a indiqué qu'il ne dispose pas de GMAO, que le programme de maintenance est assuré par tableurs et que ces relèves mensuelles n'y figurent pas. L'Inspection a constaté qu'il n'a relevé ces compteurs et renseigné son fichier de suivi que la veille de la visite, puisqu'aucune entrée n'y figurant entre le 08/05/2020 et le 26/02/2025. Toutefois, aucun coup de foudre n'a été enregistré par les compteurs entre ces 2 dates.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°20250227-RA-7 : L'Inspection demande à l'exploitant de mettre en place les mesures organisationnelles (procédure, programme de maintenance et de suivi, etc) nécessaires pour garantir la relève régulière des compteurs de foudre et la réalisation des éventuelles vérifications et actions correctives en découlant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : PAC du 23/07/2024 – Ressource en eau incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/01/2015, article 7.2.5

Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie

Prescription contrôlée :

AP du 09/01/2015, article 7.2.5

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...]

- d'au moins 27 poteaux incendie sur le réseau public ou privé [...] implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures [...]. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours) ;

AM du 11/04/2017 (AMPG 1510), Annexe II point 13

- Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir unitairement et, le cas échéant, de manière simultanée, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant 2 heures.

Constats :

L'exploitant a présenté un plan de localisation des risques daté du 24/01/2020 sur lequel figurent seulement 26 poteaux et bouches incendie du site numérotés, au lieu des 27 points d'eau requis (absence de point d'eau incendie n°11). Le rapport de la vérification des 26 points d'eau incendie du 29/01/2025 conclut que 20 d'entre eux sont fonctionnels, dont 8 avec des travaux à prévoir, et que 6 d'entre eux sont non conformes. L'Inspection constate que :

- aucune donnée débit/pression ne figure dans le rapport de vérification pour 8 points d'eau incendie (n°2, 6, 7, 9, 14, 21, 23 et 25 non contrôlables car pris en glace, hors d'eau, non accessible, etc). Au vu des indications motivant l'absence de vérification débit/pression, l'Inspection estime que ces points d'eau incendie ne sont pas utilisables en l'état en cas de sinistre.
- le débit délivré est inférieur à 60 m³/h pour au moins 3 des points d'eau incendie (36, 41 et 43 m³/h pour les points d'eau n°3, 4 et 5). Les mesures ont été réalisées uniquement de manière individuelle et il est très probable que d'autres points d'eau incendie ne soient pas en mesure de fournir de manière simultanée un débit minimum de 60 m³/h.

Les distances minimales fixées par l'arrêté préfectoral du 09/01/2015 modifié sont respectées sur le plan. Toutefois, en considérant les débits mesurés le 29/01/2025 et les points d'eau incendie non utilisables, l'Inspection constate qu'une partie significative des installations se trouvant au sud du site n'est pas couverte par au moins un point d'eau incendie permettant de délivrer au moins 60 m³/h et situé à moins de 100 m (four 1 et magasin de pré-stockage et stockage).

En outre, le besoin global en eau pour l'extinction d'un incendie n'est pas défini dans l'arrêté préfectoral du 09/01/2015 modifié. Dans le dossier transmis 23/07/2024, relatif à la mise en place d'un bassin de confinement des eaux d'extinction, l'exploitant présente plusieurs calculs :

- 1200 m³/h, selon un calcul initial (surface de référence de 51200 m²), valeur exclue par l'exploitant sans argumentaire jugé suffisamment développé par l'Inspection ;
- 750 m³/h, selon des calculs individuels sur les surfaces des 3 zones de fours et de plusieurs secteurs de pré-stockage ou stockage, valeur retenue par l'exploitant mais ne respectant pas les règles de calcul du document technique D9.

Il ressort des échanges lors de la visite que la répartition des moyens incendie est insuffisante pour satisfaire le besoin en eau en tout point du site en cas de sinistre, y compris pour la valeur de 750 m³/h retenue par l'exploitant. Celui-ci a déclaré mener des échanges avec le SDIS 71 sur les moyens complémentaires à mettre en œuvre.

Ce point fera toutefois prochainement l'objet d'une demande de compléments dans le cadre de l'instruction du dossier du 23/07/2024. À défaut de respect des règles forfaitaires du document technique D9, l'Inspection juge qu'une étude spécifique est nécessaire sur la définition des moyens incendie et des mesures de prévention et de réduction (dont réduction des besoins en eau incendie) afin de démontrer une maîtrise satisfaisante du risque.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°20250227-RA-8 : L'Inspection demande à l'exploitant de mettre en place des moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et respectant le débit minimal requis, y compris en fonctionnement simultané. Il répondra dans un délai de 3 mois à la demande de compléments qui lui sera prochainement transmise, en fournissant une étude spécifique sur la base de laquelle il justifiera le besoin global en eau pour l'extinction d'un incendie et précisera notamment les mesures de prévention et de réduction du risque et les moyens de lutte contre l'incendie retenus ainsi que le calendrier envisagé de mise en œuvre de ces mesures et moyens.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : PAC du 23/07/2024 - Isolement des réseaux et dispositif de confinement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/01/2015, article 4.2.4.2 et 7.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : <u>AP du 09/01/2015, article 4.2.4.2</u> Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne. <u>AP du 09/01/2015, article 7.4.1</u> V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. [..] Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme : <ul style="list-style-type: none">- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part,- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.
Constats : <u>Rappel des constats des visites précédentes :</u> L'incendie du 16 juillet 2019 a conduit au rejet d'eaux d'extinction au point de rejet n°EU 1 (volume estimée à 200 m³), via le réseau des eaux pluviales et le réseau «calcin». Lors de la visite du 02/12/2019, l'Inspection a constaté la présence d'une vanne de confinement en amont du point de rejet n°EU 1 et la possibilité – sous réserve d'un volume disponible suffisant – de confiner les eaux du circuit «calcin» dans les ouvrages de traitement. De plus, lors de la visite du 23/11/2021, l'Inspection a constaté l'absence de système permettant l'isolement des réseaux de l'établissement par rapport à l'extérieur (hors vanne au point EU 1). Lors de la visite du 13/04/2023, l'exploitant a indiqué avoir commandé une étude sur la conception et la réalisation d'un bassin permettant de collecter l'ensemble des eaux pluviales de l'établissement. <u>Constats de la visite du 27/02/2025 :</u> L'Inspection a consulté le plan des réseaux de collecte présenté par l'exploitant lors de la visite (réseaux eaux usées – eaux pluviales – eaux de calcin, daté du 19/04/2021) et a constaté que la vanne située en amont du point de rejet EU 1 est localisée de manière à permettre l'obturation des réseaux du bassin versant n°1 (BV1), excepté s'agissant : <ul style="list-style-type: none">• d'une canalisation raccordée au réseau entre la vanne et le point de rejet EU1. L'exploitant a déclaré qu'il s'agit du débordement de la fosse de relevage, dont il n'a plus l'utilité depuis l'ajout d'une pompe de relevage supplémentaire en amont des ouvrages de traitement ;

- d'une canalisation dirigée vers un point non identifié à l'extérieur du site. L'exploitant a déclaré qu'il s'agit probablement d'une ancienne canalisation.

Seuls les ouvrages de traitement des effluents permettraient un confinement des eaux et écoulements du BV1, et l'Inspection estime ce confinement insuffisant compte tenu des dimensions des ouvrages dont le volume n'est que partiellement disponible. Les autres bassins versants de l'établissement (BV 2 à 12 – points de rejet EP 2 à EP 12) restent actuellement dépourvus de tout dispositif d'obturation des réseaux et de tout dispositif de confinement. Dans le dossier transmis 23/07/2024, l'exploitant présente son projet de mise en place d'un bassin d'un volume de 3600 m³ s'agissant du confinement des eaux d'extinction d'incendie :

1. Création de 2 «antennes» de réseaux (Nord et Sud), sur lesquelles seront raccordés les points de rejet existants des BV 2 à 12, dirigées vers le futur bassin de confinement équipé d'une vanne. Interrogé par l'Inspection, compte tenu des informations contradictoires du dossier s'agissant des BV 8, 9 et 12, l'exploitant a confirmé qu'il prévoit bien leur raccordement au futur bassin.
2. Fermeture en cas de sinistre de la vanne du BV 1 (point bas du site), entraînant le déversement des eaux et écoulements dans l'antenne Nord, par mise en charge du réseau. L'Inspection a alerté l'exploitant sur la nécessité de vérifier, et d'être en mesure de justifier, que ce moyen n'entraînerait pas de déversements non maîtrisés par débordement du réseau du BV 1 (avaloirs, etc).

La détermination du volume nécessaire au confinement fera toutefois prochainement l'objet d'une demande de compléments dans le cadre de l'instruction du dossier du 23/07/2024, plusieurs hypothèses de calcul prises par l'exploitant devant être justifiées ou corrigées et notamment s'agissant du volume d'eau d'extinction actuellement retenu (fondé sur des calculs de besoin en eau incendie ne respectant pas les règles de calcul du document technique D9 et devant faire l'objet d'une étude spécifique, cf. constat n°6) et de l'hypothèse d'évaporation de 15 % du volume d'eau d'extinction.

L'Inspection n'a pas contrôlé l'état de fonctionnement, l'entretien préventif et les consignes de déclenchement de la vanne associée au point rejet EU 1. Ces points pourront faire l'objet d'un contrôle ultérieur, notamment après mise en œuvre d'un dispositif d'obturation des réseaux pour les autres bassins versants de l'établissement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°20250227-RA-9 : L'Inspection demande à l'exploitant d'assurer la possibilité d'obturation complète des réseaux du bassin versant n°1 par la vanne existante et de supprimer toute possibilité de rejets d'effluents non traités, en condamnant la canalisation de débordement de la fosse de relevage. Il justifiera également que la canalisation dirigée vers un point non identifié à l'extérieur du site est effectivement condamnée.

L'exploitant actualisera son plan des réseaux sur ces 2 points.

Demande n°20250227-RA-10 : L'Inspection demande à l'exploitant de mettre en place les dispositifs d'isolement des réseaux et de confinement des eaux d'extinction d'incendie requis pour l'ensemble des bassins versants de collecte de l'établissement. Il répondra dans un délai de 3 mois à la demande de compléments qui lui sera prochainement transmise, notamment en justifiant et corrigeant les hypothèses de calcul du volume de confinement requis, et précisera le calendrier envisagé de mise en œuvre.

Demande n°20250227-RA-11 : L'Inspection demande à l'exploitant, dans l'attente de la mise en

œuvre des dispositifs d'isolement des réseaux requis, de définir et mettre en œuvre des mesures techniques et organisationnelles permettant de prévenir ou limiter les conséquences d'un accident.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : PAC du 23/07/2024 - Points de rejet des effluents des BV1 et BV12

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/01/2015, article 4.2.1 et 4.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets dans l'eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>AP du 09/01/2015, articles 4.2.1 et 4.3.2</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Tout rejet d'effluent liquide non prévu par le présent arrêté ou non conforme aux dispositions du chapitre 4.3 est interdit. - Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits. <p><u>AP du 02/10/2023, article 2.1 (remplaçant l'article 4.3.5 de l'AP du 09/01/2015)</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Liste des points de rejet (type d'effluent, gestion et exutoire). - Exutoire des effluents du BV1 : point de rejet n°EU1 (réseau public d'assainissement). - Exutoire des effluents du BV12 : point de rejet n°EP12 (réseau public d'assainissement).
<p>Constats :</p> <p>Le dossier transmis par l'exploitant le 23/07/2024 comporte des informations contradictoires s'agissant de l'exutoire des eaux pluviales issues du bassin versant n°1: canal du centre ou STEP Port BAROIS (gestionnaire Le Grand Chalon) et fossé sans émissaire (infiltration dans bosquet). Par ailleurs, d'après le dossier les eaux pluviales du bassin versant n°12 (parking CE) sont rejetées au réseau public d'eaux pluviales (exutoire: fossé rejoignant la rivière la Thalie). Le projet ne comporte pas de demande de modification de ces exutoires.</p> <p>Au vu du plan des réseaux de collecte présenté par l'exploitant lors de la visite et compte tenu de la localisation et la configuration du point de rejet, il apparaît que l'exutoire du bassin versant n°1 est bien le réseau public d'assainissement.</p> <p>L'Inspection n'a pas vérifié l'exutoire du bassin versant n°12 lors du cheminement sur le site, mais il est très probable qu'il s'agisse effectivement – comme pour les autres points de rejet situés dans cette partie de l'établissement – du réseau public d'eaux pluviales et non du réseau public d'assainissement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande n°20250227-RA-12</u> : L'Inspection demande à l'exploitant de justifier que l'exutoire du bassin versant n°12 est le réseau public d'assainissement, ou d'en demander la modification en apportant les éléments d'appréciation utiles dans les compléments à apporter au dossier transmis le 24/07/2024 (cf. constats n°6 et 7).</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Nouvelle unité de pré-traitement des boues

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/03/2017, article R.181-46
Thème(s) : Situation administrative, Modification des installations
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors du cheminement sur le site, l'Inspection a constaté que l'exploitant a installé une unité de pré-traitement des boues issues du traitement des effluents industriels. Il a déclaré qu'il s'agit d'un caisson d'égouttage des boues mis en place il y a environ 1 an et utilisé tous les 15 jours. La zone dans laquelle se trouve le caisson est revêtue d'un enrobé, et l'exploitant a déclaré qu'un écoulement accidentel serait dirigé de manière gravitaire vers le poste de relevage. L'Inspection juge qu'en l'absence de dispositif adéquat, la possibilité d'un écoulement vers la zone non imperméabilisée située à proximité immédiate ne peut être exclue en cas de perte de confinement (y compris des tuyauteries souples). En outre, l'exploitant n'a pas porté cette modification à la connaissance du préfet de Saône-et-Loire.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande n°20250227-RA-13 : L'Inspection demande à l'exploitant de porter la mise en place du caisson d'égouttage des boues à la connaissance du préfet de Saône-et-Loire, avec les éléments d'appréciation utiles. Il précisera notamment les mesures prises ou envisagées afin de prévenir le risque de pollution en cas de perte de confinement.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois